

15 juin 2006 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur l'élargissement de l'Union européenne, à Bruxelles le 15 juin 2006.

- Je remercie la présidence autrichienne pour la tenue de ce premier débat sur la stratégie d'élargissement de l'Union. C'est en effet un sujet capital puisque nous discutons ce soir de l'avenir de l'Union.
- L'élargissement de l'Union est essentiel pour enraciner la paix, la démocratie, la stabilité, le développement sur l'ensemble de notre continent. Cela a été par exemple le cas avec l'Espagne, le Portugal, l'Irlande. Cela a été le cas avec les 10 nouveaux Etats membres dont les progrès économiques sont remarquables et dont tout le monde tire bénéfice, en termes d'investissements, d'exportations et donc d'emplois. Cela sera aussi le cas -j'en suis convaincu- avec l'adhésion prochaine, en principe dès janvier 2007, de la Bulgarie et de la Roumanie.
- Mais on ne peut pas ignorer le fait que l'élargissement suscite aussi des inquiétudes: mieux vaut y répondre plutôt que de fermer les yeux. On a en effet un peu tendance à oublier que l'élargissement est un processus qui concerne deux parties: le candidat, qui doit remplir les conditions de l'adhésion, mais aussi l'Union, qui doit avoir la volonté et la capacité d'assimiler de nouveaux membres.
- Il ne s'agit pour la France :
 - ni de remettre en cause les engagements pris par l'Union,
 - ni d'imposer aux candidats de nouveaux critères pour adhérer.
- Il s'agit pour la France de rappeler que le rythme de l'élargissement doit tenir compte de la capacité d'assimilation de l'Union (ce sont là les termes exacts de la Commission dans son rapport de novembre dernier sur la stratégie d'élargissement).
- Il est donc très important de s'assurer que l'Union garde bien la capacité politique, financière, institutionnelle d'accueillir de nouveaux membres, tout comme il est capital de recueillir le soutien des citoyens à la poursuite de l'élargissement.
- Notre débat se poursuivra sous présidence finlandaise, sur la base d'un rapport spécifique de la Commission. Mais je souhaite dès maintenant, comme l'a proposé la Présidence autrichienne dans son projet de conclusions, que nous puissions réaffirmer l'importance politique attachée à cette capacité d'absorption et encadrer d'ores et déjà nos prochaines discussions.
- Il faut poursuivre l'élargissement mais selon un processus maîtrisé et mieux compris. Escamoter ce débat, c'est refuser de répondre aux questions que se posent les citoyens et risquer alors de mettre en danger les élargissements futurs.